

CNP-Togo
Une Nuit des Patrons pour
célébrer et connecter
les entrepreneurs P.5



Projet de Budget 2027
Cap sur la P.3
transformation
économique



Récépissé
N° 0149 / 14 / 03 / 01 / HAAC

Nouvelle Opinion

Prix: 250 Fcfa

Hebdomadaire togolais d'informations
générales d'analyses et de publicité

N° 978 du 27 octobre 2026

Faure Gnassingbé en Chine P.3



Retour sur les acquis majeurs

Financement routier au Togo P.7
Naka Gnassingbé prend les
rênes de la nouvelle société



Assemblée nationale
Le Togo renforce
son cadre juridique
sur le nucléaire
pacifique P.3

CNP-Togo

Une Nuit des Patrons pour célébrer et connecter les entrepreneurs

Le patronat togolais aura désormais son gala. Le Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo) a annoncé vendredi 23 octobre 2026 à Lomé, le lancement de la première édition de la Nuit des Patrons.

Prévu le 28 novembre prochain à l'Hôtel 2 Février, ce dîner de gala entend célébrer les entrepreneurs, valoriser les initiatives du secteur privé et surtout, offrir un cadre de réseautage et de fraternisation.

Placée sous le thème « Ensemble pour une économie compétitive : célébrer les forces vives du secteur privé », l'événement veut s'imposer comme un rendez-vous incontournable du calendrier économique national.

Un rendez-vous panafricain des patrons

L'ambition est grande. Outre les chefs d'entreprise togolais, responsables d'associations professionnelles, représentants du gouvernement et partenaires au développement, le CNP-Togo annonce la présence de délégations d'organisations patronales de la sous-région, membres de la Fédération des Organisations Patronales de l'Afrique de l'Ouest (FOPAO), ainsi que du patronat tunisien.

La soirée sera marquée par une cérémonie de distinctions pour récompenser les entreprises et les entrepreneurs qui contribuent au développement économique et social du Togo. Seront également honorés, les membres engagés dans la vie du patronat et les partenaires qui



soutiennent le secteur privé. Les catégories de prix et les critères de sélection restent à préciser.

Célébrer celui qui crée de l'emploi

Cette initiative s'inspire des bonnes pratiques observées ailleurs. « Nous avons constaté que, dans d'autres pays, les patronats célébraient leurs patrons, petits, moyens ou grands, pour en faire un lieu de réseautage et de fraternisation »,

a expliqué Yva Badohu, premier vice-président du CNP-Togo chargé du commerce, du secteur informel et de la promotion des entreprises. « Un soir dans l'année, tous les acteurs de promotion du développement au Togo soient dans une même salle et puissent se parler », a-t-il ajouté.

Pour le CNP-Togo, le terme « patron » doit s'entendre au sens large. « C'est celui qui a créé son

entreprise, qui a des employés, qui a créé des emplois », a précisé Yva Badohu, soulignant que femmes et hommes sont concernés.

Au-delà du festif, cette première édition sera jugée sur sa capacité à transformer une soirée de célébration en opportunités concrètes de collaborations durables pour une économie togolaise plus compétitive.

Junior

FIL 2026

Le CETEF forme plus de 700 exposants pour une participation réussie

À un mois du coup d'envoi, le CETEF met les exposants en ordre de bataille. Le jeudi 23 octobre 2026, plus de 700 exposants, sponsors et partenaires ont été formés au Pavillon Oti Privilège du CETEF TOGO 2000, en vue de la 21e Foire Internationale de Lomé (FIL).

L'objectif de cette initiative, est de donner à tous les participants les clés pour transformer leur présence en succès commercial.

Après le mot de bienvenue, le Directeur Général du CETEF TOGO 2000, Alexandre de Souza, a présenté les contours de cette édition 2026 et rappelé les règles essentielles à savoir: accès, badges, horaires, sécurité, installations, montage et

démontage des stands.

Place ensuite à la pratique. Cyrille Komlan, Directeur Général de l'agence Ezo Stratégies, a animé une session sur « Comment transformer son stand en outil commercial ? ».

Des techniques concrètes pour rendre la participation rentable, productive et génératrice d'opportunités.

La communication n'a pas été en reste. Gildas Kounde, expert en communication digitale, a montré



aux opérateurs économiques comment faire de leur participation un véritable levier de visibilité, avant, pendant et après la foire.

Enfin, Gilles Baragou, expert en stratégies de communication, a outillé les participants sur les

méthodes pour mesurer efficacement leur Retour sur Investissement (ROI).

À l'issue de la formation, chaque exposant, sponsor et partenaire est reparti avec un passeport de l'exposant, guide pratique pour cette 21e édition.

Une session clôturée sur une note de satisfaction générale, avec des opérateurs mieux préparés pour tirer profit de la FIL 2026, prévue du 27 novembre au 13 décembre 2026 au CETEF TOGO 2000.

Dieudonné

Consommer local

Le Togo mise sur l'intégration régionale pour sa souveraineté économique

Dans le cadre de la 7e édition du « Mois du Consommer local », une conférence publique s'est tenue le jeudi 22 octobre 2026 à la salle BCEAO du ministère délégué chargé du commerce à Lomé.

Le thème de l'année est évocateur : « Consommation locale, facteur d'intégration régionale et de souveraineté économique : défis et opportunités ». Une thématique au cœur des échanges entre institutionnels, chefs d'entreprises, étudiants et experts.

L'objectif c'est de passer de la promotion à la performance. Les



communications et le panel ont cherché à dégager des pistes pour renforcer la compétitivité des produits togolais et leur ouvrir les portes des marchés communautaires.

Au centre des réflexions : comment améliorer la qualité, développer la transformation locale, trouver des financements adaptés et lever les barrières d'accès aux marchés ?

Pour Kafui Améyo Adovon, directrice de la consommation locale, le bilan des éditions précédentes est encourageant. Elles ont donné plus de visibilité aux produits made in Togo et valorisé les créateurs de richesses et d'emplois. Mais le travail reste immense. « Il faut poursuivre les efforts pour améliorer la qualité des produits, renforcer leur



compétitivité, accroître leur disponibilité et faciliter leur accès aux circuits de distribution », a-t-elle insisté.

Un constat partagé par le directeur général du Commerce, Dr Tchallime ABE, qui voit dans cette conférence un espace pour penser la souveraineté économique à travers le local.

Depuis six ans, le Mois du Consommer local a permis au Togo de mobiliser producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs, et de mieux

comprendre les défis liés aux normes, à la traçabilité et au conditionnement.

Du 1er au 31 octobre 2026, il faut dire que cette 7e édition veut aller plus loin. Car elle veut transformer la consommation locale en levier d'intégration régionale et de transformation économique durable.

Rappelons que le représentant résident de l'UEMOA au Togo a pris part à la rencontre, marquant l'importance de l'enjeu régional.

Agbé

Projet de Budget 2027

Cap sur la transformation économique

Le Togo connaît les grandes lignes de son budget pour 2027. Réuni en conseil des ministres jeudi 22 octobre à Lomé, le gouvernement a adopté le projet de loi de finances pour l'exercice prochain.

Dans un contexte international marqué par les tensions géopolitiques, les incertitudes économiques et le durcissement des conditions de financement, le budget est arrêté à 2684,1 milliards FCFA. Il recule de 2,5% par rapport aux 2751,5 milliards de 2026.

Malgré cette baisse, l'exécutif assure maintenir le cap de sa Feuille de route gouvernementale 2026-2031. Les priorités restent la sécurité, la cohésion sociale, la transformation économique,



l'accès aux services sociaux de base, la création d'emplois et le soutien aux populations vulnérables.

Sur ce budget, 490 milliards FCFA seront directement

consacrés aux investissements de la feuille de route. Une enveloppe qui doit financer la résilience, l'agriculture, l'industrialisation et les infrastructures.

Elle se répartit selon les trois axes du nouveau référentiel quinquennal : 227,2 milliards FCFA pour l'axe « Protéger », 143,5 milliards pour l'axe « Transformer » et 97 milliards pour l'axe « Rassembler ». Les programmes transversaux bénéficient quant à eux de 22,4 milliards FCFA.

Pour son exécution, le gouvernement annonce vouloir renforcer la discipline

transparence dans la gestion des finances publiques sont également au cœur de la stratégie.

« Notre ambition demeure constante, celle de renforcer notre économie, attirer davantage d'investissements, consolider nos partenariats internationaux et créer des opportunités durables pour nos populations », a souligné le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, à

l'issue du conseil.

Le projet de loi de finances 2027 sera désormais soumis à l'examen des deux chambres du Parlement.

Edoh

Coopération Togo-Égypte

De nouvelles perspectives en vue

La coopération entre le Togo et l'Égypte se renforce. Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu le vendredi 23 octobre 2026 en audience l'ambassadrice de la République arabe d'Égypte au Togo, Madame Shahinaz Mahmoud Mohamed Abuseri.

Au menu des échanges : le bilan du partenariat bilatéral et les perspectives pour l'approfondir dans des secteurs stratégiques.

« Avec le Président du Conseil, nous avons abordé les questions les plus importantes concernant

les relations entre nos deux pays, ainsi que les moyens pour renforcer ce partenariat bilatéral », a confié la diplomate à l'issue de la rencontre.

Les discussions ont mis en avant plusieurs domaines prioritaires : le développement économique, la promotion des échanges commerciaux, la médecine et l'industrie pharmaceutique. Autant de leviers jugés porteurs pour donner un nouvel élan à la coopération et créer de nouvelles opportunités d'investissement.



Cette audience confirme la volonté partagée de Lomé et du Caire de consolider leurs relations d'amitié et de coopération, dans un esprit de dialogue et de partenariat

mutuellement bénéfique.

Le Togo et l'Égypte entretiennent d'excellentes relations qui se sont progressivement diversifiées ces dernières années. Elles couvrent

aujourd'hui des domaines à fort impact économique et social : agrobusiness, économie, affaires, santé, infrastructures et formation.

Elom

Assemblée nationale

Le Togo renforce son cadre juridique sur le nucléaire pacifique

La représentation nationale a franchi une nouvelle étape dans la sécurisation de l'usage pacifique du nucléaire. Réunis en plénière le jeudi 22 octobre 2026, les députés ont adopté trois projets de loi stratégiques autorisant l'adhésion et la ratification du Togo à des conventions internationales sur la sécurité nucléaire et la réparation des dommages.

C'était au cours de la quatrième séance plénière de la deuxième session ordinaire de l'année, présidée par le Professeur Komi Selom Klassou, Président de l'Assemblée nationale, en présence de Gilbert Bawara, ministre des Relations avec le Parlement et de Jean-



Marie Koffi Ewonoulé Tessi, ministre de la Santé.

Trois conventions pour prévenir, responsabiliser et réparer

matières et installations nucléaires, qu'elles soient en cours d'utilisation, de stockage ou de transport sur le territoire. Il vise aussi à mieux prévenir le terrorisme nucléaire et à renforcer la coopération

internationale.

Le deuxième projet porte sur la ratification de la Convention sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires de 1997. Cet instrument permet au Togo d'intégrer un mécanisme de

l'échelle mondiale, sans coût immédiat pour l'État, qui devra toutefois produire un rapport annuel sur ses installations.

Enfin, le troisième texte autorise l'adhésion à la Convention de Vienne de 1963

relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires. Elle établit un régime harmonisé garantissant une réparation efficace et équitable en cas d'accident, tout en renforçant la confiance des partenaires techniques et financiers appelés à accompagner le Togo dans l'intégration du nucléaire à son mix énergétique.

« L'ambition de progresser et le devoir de protéger »

Défendant les textes au nom

Suite à la page 6

Agriculture

Le Parlement adopte la loi d'orientation pour transformer le secteur

Un pas majeur vers la modernisation agricole. Réunis en quatrième séance plénière de la deuxième session ordinaire le jeudi 22 octobre, les députés ont adopté en première lecture le projet de loi d'orientation agricole.

La séance était présidée par le Professeur Komi Selom Klassou, en présence du ministre de la Fonction publique Gilbert Bawara, du ministre de l'Agriculture Antoine Lékpá Gbégbéni et du ministre de la Santé Jean-Marie Koffi Ewonoulé Tessi.

Le texte a pour ambition d'impulser une transformation structurelle du secteur. L'objectif : doter le Togo d'une agriculture moderne, productive, compétitive et durable, capable de garantir la souveraineté alimentaire.

Concrètement, la loi vise à augmenter les rendements, sécuriser l'alimentation,



encourager la transformation locale, faciliter l'accès des producteurs au crédit et aux marchés, tout en générant emplois et richesses.

Elle intègre les enjeux majeurs du moment : gestion durable des terres et de l'eau, adaptation au changement climatique, sécurisation du foncier agricole, professionnalisation des acteurs, mécanisation, irrigation et renforcement de la recherche agronomique.

Un texte largement salué sur les bancs de l'Assemblée. Pour l'honorable Aklesso Atcholi, président du groupe UNIR, « la



terre togolaise, valorisée chaque jour par le travail et la persévérance de milliers de femmes et d'hommes, constitue un patrimoine stratégique et un pilier fondamental de notre souveraineté alimentaire ».

Il a plaidé pour un meilleur accompagnement des producteurs, un accès facilité au financement, une juste rémunération, ainsi qu'une intégration accrue des jeunes et des femmes dans les chaînes de

valeur.

Au nom du gouvernement, le ministre Antoine Lékpá Gbégbéni a salué l'adoption du texte, rappelant la vision qui le porte, « Rassembler, Transformer, Protéger », prônée par le Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé.

« Vous avez ouvert une nouvelle perspective pour l'agriculture togolaise », a-t-il déclaré aux députés, insistant sur le fait que la réussite dépendra

désormais de la mise en œuvre effective et de la mobilisation des ressources.

En clôturant les débats, le Président Komi Selom Klassou a appelé à transformer localement pour créer de la valeur ajoutée et à adopter rapidement les décrets d'application. Il a assuré que l'Assemblée veillera à ce que cette loi se traduise en résultats concrets au bénéfice des producteurs.

Kodjovi

Transmission des entreprises familiales

La CCI-Togo soutient la réflexion

Comment assurer la survie des entreprises familiales au-delà de leurs fondateurs ? La question est au cœur du deuxième Afterwork de la plateforme Transmission & Héritage, organisé ce vendredi 23 octobre 2026 à Lomé.

Placée sous le parrainage de José Kwassi Symenouh, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo), et soutenue par La Protectrice

Pour la première fois, fondateurs et héritiers sont réunis autour de la même table pour dialoguer ouvertement sur la succession.

Un enjeu majeur pour l'économie togolaise. Les entreprises familiales occupent une place centrale dans le tissu économique national. Elles créent des emplois, font vivre des ménages et perpétuent des savoir-faire. Pourtant, beaucoup disparaissent avec leur fondateur,

mais souvent à un manque de dialogue, d'anticipation et de préparation entre générations.

C'est pour briser ce tabou qu'Eyram Koffidjin, directrice commerciale et marketing de Grâce Manufactures, entreprise industrielle familiale, a lancé la plateforme Transmission & Héritage le 28 août 2025.

« Je travaille au sein d'une entreprise créée par notre mère. Je sais ce que représente le fait de porter l'œuvre d'un parent, avec sa fierté, ses attentes et parfois ses silences. La transmission n'est pas une fatalité : elle se prépare », confie-t-elle.



pour aborder sereinement des questions sensibles comme la succession, la place des enfants dans l'entreprise et la préparation des équipes au changement de direction.

Le parrainage de la CCI-Togo

de continuité économique, de préservation des emplois et de consolidation du secteur privé togolais.

Au-delà de cet afterwork, Transmission & Héritage entend approfondir sa collaboration avec la Chambre de commerce pour identifier des mesures concrètes : accompagnement des familles, sensibilisation aux enjeux de succession et mise à disposition d'outils adaptés pour préparer la relève.

L'objectif final est de préserver le patrimoine entrepreneurial togolais et faire émerger une nouvelle génération de dirigeants capables de pérenniser et développer l'œuvre de leurs aînés.

Elom



Assurances Togo, la rencontre est placée sous le thème « Famille & Entreprise : Construire, Transmettre et Pérenniser ».

faute d'une relève préparée.

Pour les organisateurs, le problème ne tient pas toujours à la performance de l'entreprise,

L'ambition de la plateforme est claire : offrir aux familles entrepreneurs un espace d'échange et d'apprentissage

donne à cette deuxième édition une dimension institutionnelle forte. Il souligne que la transmission n'est pas qu'une affaire de famille, mais un levier



Faure Gnassingbé en Chine

Retour sur les acquis majeurs

En visite officielle en Chine du 9 au 16 octobre 2026, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a consolidé l’axe Lomé-Pékin. Au menu de ce voyage, rencontres au plus haut sommet de l’État chinois, prospection dans trois provinces stratégiques et quinze accords publics et privés signés pour booster le développement du Togo.

C’est une visite qui s’inscrit dans la vision d’une « Communauté d’avenir partagé Chine-Togo à l’ère nouvelle ». À Pékin, le Président du Conseil a été reçu par le Président Xi Jinping, le Premier ministre Li Qiang et Zhao Leji, Président du Comité permanent de l’Assemblée populaire nationale.

Les trois entretiens ont réaffirmé une même ligne : une coopération basée sur l’amitié et la confiance mutuelle. La

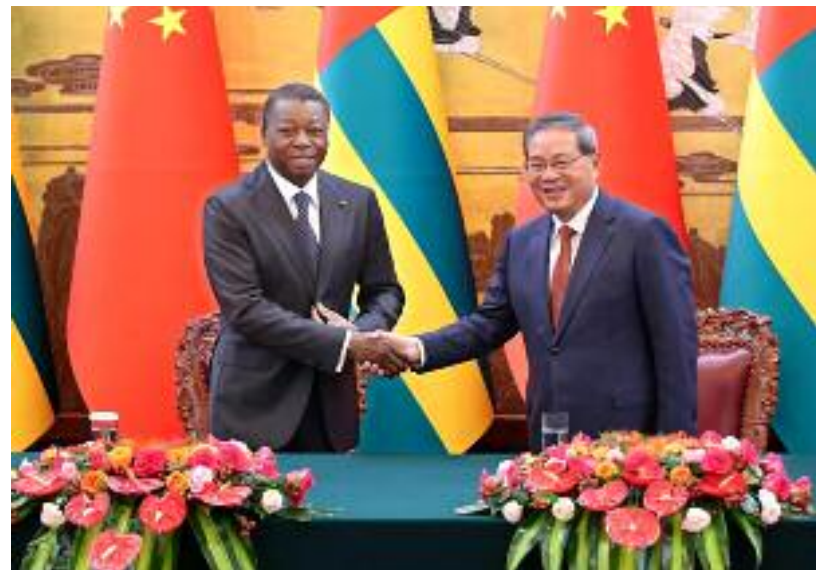
Déclaration conjointe confirme le soutien de Pékin aux réformes institutionnelles togolaises et à la Feuille de route gouvernementale 2026-2031.

La mission s’est poursuivie dans le Shaanxi, le Fujian et le Guangdong, trois provinces moteurs de l’économie chinoise. Objectif : nouer des partenariats décentralisés dans l’agriculture intelligente, l’industrie, la recherche océanographique et les infrastructures portuaires. Un jumelage est d’ailleurs annoncé entre le Shaanxi et la région de la Kara pour des échanges sur l’agriculture, l’énergie et les ressources naturelles.

Le privé en première ligne

Fait marquant de cette mission, la place accordée au secteur privé comme moteur de la coopération.

Avec Huawei, un accord a été conclu pour accélérer la transformation digitale du Togo :



extension de la connectivité, solutions d’énergie intelligente, transports et douanes intelligentes. Le géant technologique s’engage à accompagner la modernisation des services publics et le renforcement des compétences locales.

Autre signal fort, l’accord entre Ecobank Group et le CIPS, le système chinois de paiements transfrontaliers. Il permettra des règlements directs en renminbi entre la Chine et l’Afrique,

réduisant les coûts et les délais pour les opérateurs togolais.

15 accords pour transformer l’économie

Au total, quinze accords ont été paraphés, couvrant l’agriculture, l’industrie, le commerce, la finance, le numérique, le développement vert, les institutions et les médias.

Deux d’entre eux retiennent particulièrement l’attention : l’annulation partielle de la dette

togolaise par la Chine et l’autorisation d’exportation du soja togolais vers la Chine, moyennant le respect des normes phytosanitaires. Une porte ouverte sur un marché d’1,4 milliard de consommateurs pour les agriculteurs togolais.

S’y ajoutent des projets de facilitation du commerce électronique, de reconnaissance mutuelle des Opérateurs économiques agréés pour fluidifier les échanges douaniers, la construction d’un immeuble pour le ministère des Affaires étrangères et un appui logistique au ministère de la Sécurité.

Ces avancées interviennent alors que le commerce bilatéral explose. De 3,5 milliards de dollars en 2024, il est passé à 5,43 milliards en 2025, soit +55%. Les exportations togolaises vers la Chine ont quintuplé en un an, passant de 250 millions à 1,28 milliard de dollars.

La balle est désormais dans le camp des acteurs économiques togolais, appelés à transformer ces acquis diplomatiques en usines, en emplois et en valeur ajoutée locale.

La Rédaction

Tourisme

Le Togo se dote d’un outil pour mieux mesurer le poids économique du secteur

Secteur transversal par excellence, le tourisme fait vivre l’hébergement, la restauration, le transport, l’artisanat, le commerce et la culture. Au Togo, ses retombées en termes de création de richesses et d’emplois sont réelles, mais encore mal quantifiées.

Pour y remédier, le ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts, dirigé par Isaac Tchiakpé, mise sur le Compte Satellite du Tourisme (CST).

Le cadre conceptuel, institutionnel et réglementaire de cet outil a été officiellement



validé le 22 octobre 2026 à Lomé, à l’issue d’un atelier national

réunissant acteurs publics et privés du secteur.

Véritable instrument statistique de référence internationale, le CST va permettre de rapprocher les dépenses effectuées par les visiteurs et la production des biens et services touristiques. L’objectif est de mesurer avec précision la contribution réelle du tourisme à la valeur ajoutée et au Produit Intérieur Brut (PIB).

Une avancée majeure pour le secteur. Son opérationnalisation permettra au Togo de disposer d’indicateurs fiables et objectifs pour orienter les investissements, mieux planifier

les politiques publiques et renforcer le poids du tourisme dans la stratégie de développement national.

Max

Togo

Vers la création d’une agence de certification professionnelle

Le Togo veut mieux valoriser les compétences. Le gouvernement prépare la création d’une agence nationale de certification professionnelle, dont le décret a été examiné en Conseil des ministres le jeudi 22 octobre 2026.

La future structure aura pour mission de garantir la fiabilité, la transparence et la reconnaissance des certifications professionnelles au Togo.

Une réforme qui intervient dans un contexte d’évolution rapide des métiers et des

besoins en compétences. Face aux mutations du marché de l’emploi, les autorités veulent assurer une meilleure adéquation entre les qualifications des travailleurs et les attentes des entreprises.

Concrètement, la certification professionnelle permet d’attester qu’une personne possède les compétences et les connaissances nécessaires à l’exercice d’un métier. Elle peut être obtenue à l’issue d’une formation, d’une évaluation ou encore par la validation des acquis de l’expérience (VAE).



Pour les travailleurs, c’est un véritable passeport pour l’emploi : elle permet de faire reconnaître officiellement leurs savoir-faire, de faciliter leur insertion et d’accélérer leur évolution professionnelle.

Pour les entreprises, elle offre un repère fiable pour apprécier les compétences des candidats et les adapter aux

besoins réels des postes à pourvoir.

À terme, la nouvelle agence devrait renforcer la crédibilité des qualifications togolaises, faciliter leur reconnaissance tant au niveau national qu’international, et contribuer à une meilleure valorisation du capital humain.

Max

Nouvelle Opinion

Hebdomadaire togolais d’informations générales, d’analyses et de publicités
Récépissé
N° 0149 /14/ 03/ 01/ HAAC
Siège: Agbalépédogan

Directeur de publication:

El Hadj TCHAGNAO
Arimiyao
Cel: 90049992

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs:

Tchagnao El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Stanislas

Mise en page

Benjamin K. Tchabi

Imprimerie

Yanidel print,
Tokoin Doumasséssé

Tirage:

2000 exemplaires

Togo

Le Café ESS veut mettre l'humain au cœur de l'entreprise

Le Togo vient de rejoindre le réseau du Café de l'Économie Sociale et Solidaire (Café ESS). Initié en Mauritanie par M. Kelly, responsable de Rando Consulting et déjà présent dans plusieurs pays africains, le concept a été officiellement

Point focal FORA'ESS et Coordonnateur du RELESS, qui porte le projet au niveau national. Pour lui, l'objectif du Café ESS est de créer un espace permanent de dialogue et d'apprentissage autour de l'Économie Sociale et Solidaire,



lancé au Togo le 24 octobre dernier à Lomé. Placé sous le thème « De l'entrepreneuriat individuel à l'entrepreneuriat collectif : l'ESS, une opportunité pour les jeunes et les femmes au Togo et en Afrique ? », l'événement a rassemblé jeunes entrepreneurs, acteurs de la société civile et promoteurs de l'économie sociale et solidaire.

À la manœuvre, Djifa Azanli, Directeur exécutif d'ELS-TOGO,

un secteur aujourd'hui institutionnalisé au Togo avec un ministère dédié, le ministère du Développement à la base et de l'Économie Sociale et Solidaire. « Beaucoup de jeunes entrepreneurs ne connaissent pas encore l'ESS, alors qu'ils devraient en être les premiers acteurs », explique-t-il. Le Café ESS se veut donc un lieu où les jeunes viennent échanger, comprendre les opportunités et apprendre à se mettre

ensemble pour entreprendre autrement.

Pour le point focal, il est essentiel de rappeler ce qu'est réellement l'ESS. « Ce sont des entreprises qui mettent l'humain au centre », insiste Djifa Azanli. Contrairement à l'entreprise capitaliste classique où le pouvoir appartient à celui qui détient le capital, dans l'ESS c'est le principe « un humain égale une voix » qui s'applique. En prenant l'exemple des coopératives, qui constituent une forme emblématique de l'ESS, il souligne que peu importe qu'un membre investisse un million et l'autre 10 000 FCFA, au moment de voter, leurs voix pèsent le même poids. L'ESS prône le collectif, le travail ensemble et la répartition équitable des richesses. « Ce n'est pas de l'aumône. Les entreprises de l'ESS gagnent de l'argent, mais les profits sont répartis entre les membres et réinvestis pour le bien commun », précise-t-il.

Adhérer à l'ESS, c'est aussi bénéficier d'un cadre de plus en

mesures comme une fiscalité allégée, des financements dédiés et, à l'image du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, 5% des marchés publics réservés aux acteurs de l'ESS. « Les banquiers seront de plus en plus amenés à financer ceux qui se mettent ensemble plutôt que les entreprises individuelles », souligne-t-il.

Son message à l'endroit de la jeunesse togolaise est sans équivoque : « Saisissez-vous de l'économie sociale et solidaire et bâtissez des entreprises durables qui mettent l'humain au centre ». Pour lui, le Togo a déjà fait un grand pas en reconnaissant officiellement l'existence des acteurs de l'ESS. Il reste maintenant à multiplier ces cadres d'échange pour que les jeunes se rencontrent, mutualisent leurs projets et créent ensemble les entreprises de demain.

Une révélation pour les entrepreneurs déjà engagés

Présente à l'ouverture du Café ESS, CODJIE ESSIVI Aline,

sociale et solidaire, ce n'est pas simplement se mettre en groupe pour créer une entreprise. C'est une entreprise qui met l'humain au cœur de ses préoccupations, dont l'activité résout un problème concret dans la vie des gens. »

Une définition qui a fait écho à son propre parcours. Elle confie avoir réalisé que son entreprise évolue dans l'ESS depuis 2019 sans le savoir : « Nous aidons chaque semaine et chaque mois des personnes à se mettre ensemble pour résoudre des problèmes du quotidien. »

Au-delà de la clarification conceptuelle, la rencontre a été porteuse d'espoir. « L'intérêt pour moi, c'est d'avoir enfin mis un nom sur ce que je fais », souligne-t-elle. L'entrepreneure dit avoir découvert l'existence de financements dédiés aux entreprises de l'ESS, auxquels elle n'avait jamais pensé postuler.

« Le fait de participer à



plus favorable. Djifa Azanli rappelle que les entreprises sociales et solidaires sont aujourd'hui reconnues par les Nations Unies et l'Union Africaine. De nombreux pays africains mettent en place des lois et des cadres normatifs pour les soutenir, avec des

Manager de LINA'S GROUP et promotrice du concept « 1er MAI AUTREMENT », est revenue sur les enseignements de la rencontre.

Pour elle, le Café ESS a permis de lever une confusion majeure : « Nous avons compris qu'une entreprise d'économie

l'ouverture du Café ESS nous a permis de comprendre que nous sommes éligibles à un potentiel financement. Cela nous ouvre les yeux sur de nouvelles opportunités », conclut-elle.

Agbé

Assemblée nationale

Le Togo renforce son cadre juridique sur le nucléaire pacifique

Suite de la page 3

du groupe UNIR, l'honorable Aklesso Atcholi a insisté sur l'équilibre recherché : « L'énergie nucléaire, lorsqu'elle est envisagée dans le respect des normes internationales les plus exigeantes, appelle précisément cette double exigence : l'ambition de progresser et le devoir de protéger. »

Au nom du gouvernement, le ministre Jean-Marie Tessi a salué le vote, rappelant que l'ambition nucléaire du Togo s'inscrit au service du développement : santé, agriculture, industrie, élevage, mines et recherche, conformément à la vision du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

Clôture la séance, le Président Komi Selom Klassou a



résumé la cohérence des trois instruments : « Ainsi se dessine la cohérence d'une architecture :

celle de prévenir les actes portant atteinte à la sécurité nucléaire, établir les

responsabilités et assurer une réparation adaptée. La sûreté nucléaire se prépare avant l'accident. »

Cette adoption confirme la volonté du Togo de se conformer aux plus hauts standards internationaux en matière de sûreté nucléaire, alors que le pays s'est engagé dans la déclaration visant à tripler la capacité nucléaire mondiale d'ici 2050. Dans cette dynamique, Lomé accueillera du 1er au 3 juin 2027 la troisième édition du World Nuclear Symposium, rendez-vous majeur sur la paix, la sûreté et le développement énergétique.

King Maz en concert le 14 novembre au Palais des congrès de Lomé

Le 14 novembre 2026, King Maz donne rendez-vous au public togolais au Palais des congrès de Lomé pour un spectacle qui entend conjuguer identité culturelle, diversité musicale et ambitions internationales. Entre gospel, musique urbaine et sonorités tradi-modernes, l'artiste annonce plus de deux heures de prestation, conçues comme une nouvelle vitrine de son univers artistique.

Pour King Maz, ce concert représente bien plus qu'une simple rencontre avec ses fans. L'événement doit marquer une nouvelle séquence de sa carrière et lui offrir une occasion de consolider sa présence sur la scène musicale togolaise, tout en préparant son ouverture vers l'étranger.

Lors de la conférence de presse consacrée au spectacle,



« Je suis tout simplement content de voir mes confrères, de voir les médias faire massivement le déplacement. [...] Nous

lumière une facette de l'identité musicale de l'artiste.

Le premier sera consacré au gospel, avec une orientation philharmonique. King Maz y revisitera les sonorités qui ont accompagné ses premiers pas dans la musique. Le deuxième tableau fera place aux rythmes urbains et aux collaborations qui ont jalonné son parcours, avec la participation annoncée d'artistes ayant déjà travaillé avec lui. Enfin, le troisième volet mettra à l'honneur les sonorités tradi-modernes, dans une démarche de valorisation du patrimoine musical togolais.

Des hommages aux grandes figures de la musique nationale sont également prévus. Une manière, pour l'artiste, d'inscrire

nous allons affirmer encore notre identité culturelle », a-t-il expliqué.

Cette orientation donne au rendez-vous une dimension qui dépasse le divertissement. En associant plusieurs univers musicaux, King Maz entend toucher des publics différents tout en mettant en avant les sonorités et les références culturelles togolaises.

L'international en ligne de mire

Au-delà de la scène du Palais des congrès, King Maz regarde déjà vers les marchés musicaux étrangers. Il compte notamment capitaliser sur ce spectacle pour renforcer son dossier artistique et se positionner sur des scènes

à sa musique.

Pour soutenir ces ambitions, le concert du 14 novembre devra aussi servir de vitrine à son travail artistique, à sa capacité scénique et à son aptitude à réunir différents courants musicaux dans une même prestation.

L'artiste promet au moins deux heures de spectacle, avec une formule qu'il souhaite distincte de ses prestations habituelles.

Billetterie : les points de vente en ligne annoncés

Les billets sont disponibles sur les plateformes Gozem, Shem, Cmedia Event et Speed. Cette dernière propose une réduction de 10 % sur l'achat des tickets.

Le 14 novembre prochain, le



l'artiste a exprimé sa satisfaction devant la mobilisation des médias et l'état d'avancement des préparatifs. Les organisateurs présentent ce rendez-vous comme l'un des premiers grands concerts de la saison de fin d'année.

sommes en train de nous préparer déjà pour le 14 », a déclaré King Maz, confiant quant à la réponse du public.

Trois tableaux pour raconter un parcours musical

La soirée sera structurée en trois tableaux, chacun mettant en



son spectacle dans une continuité culturelle et de rappeler la place des aînés dans la construction de l'identité musicale du pays.

« Ce n'est pas seulement un concert musical, c'est un spectacle, c'est une transmission d'énergie. Nous allons célébrer notre patrimoine, nos racines et

internationales, en particulier celles des festivals.

Ses projets comprennent également la réalisation d'un troisième album et de nouvelles collaborations avec des artistes internationaux. Autant de perspectives qui témoignent de sa volonté d'élargir son audience et de donner une nouvelle portée

Palais des congrès de Lomé accueillera ainsi un spectacle placé sous le signe de la diversité musicale et de l'affirmation culturelle. Pour King Maz, l'enjeu sera de convaincre le public sur scène tout en faisant de ce rendez-vous un levier pour ses ambitions internationales.

Dieudonné

Financement routier au Togo

Naka Gnassingbé prend les rênes de la nouvelle société

Le Togo tourne la page de la SAFER. Naka Gnassingbé a officiellement pris fonction ce vendredi 23 octobre 2026 comme directrice générale de la Société nationale de financement routier (SONAFIR), à l'occasion d'une cérémonie de passation de charges à Lomé avec Atoute Outchantcha, directeur de la défunte SAFER.

Elle devient ainsi la première directrice de cette nouvelle entité, créée par décret en Conseil des ministres le 26 juin 2026, en remplacement de la Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER).

Cette prise de fonction concrétise la réforme engagée par le gouvernement pour moderniser la gouvernance du



réseau routier national.

La SONAFIR marque une nouvelle étape. Contrairement à la SAFER, dont l'action reposait sur des mécanismes traditionnels essentiellement axés sur l'entretien courant, la nouvelle société aura pour mission de mobiliser des ressources plus ambitieuses et diversifiées.



Elle devra capter de nouveaux leviers de financement, développer des partenariats stratégiques et financer de grands projets d'infrastructures pour anticiper les besoins futurs du pays.

Avec cette réorganisation, les rôles sont désormais clairement répartis : la SONAFIR assure le financement, tandis qu'Ageroute Togo pilote l'exécution technique des projets. L'objectif affiché par le gouvernement est de renforcer durablement la gouvernance du secteur et d'améliorer la

compétitivité économique.

Rappelons qu'à la tête de l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME (ANPGF), Naka Gnassingbé a eu à imprimer sa marque en faveur des PME togolaises. Son bilan à fin 2024 est de 17,5 milliards FCFA mobilisés au profit de 1 400 PME et plus de 3 000 porteurs de projets formés chaque année pour renforcer leurs compétences entrepreneuriales. Également sous sa direction, l'institution s'est rapprochée des

entrepreneurs avec l'ouverture d'une représentation à Sokodé en 2024, et le déploiement d'initiatives dédiées aux femmes et aux jeunes pour faciliter leur accès au financement. En 2025, elle a noué un partenariat stratégique avec la Société des Postes du Togo (SPT) pour rapprocher davantage les services de financement des entrepreneurs, y compris en milieu rural. Il faut noter qu'avec elle, c'est une solide expérience dans la mobilisation des financements, qui constitue aujourd'hui un atout majeur pour relever les défis du financement routier au Togo.

Sa nomination constitue aujourd'hui un acquis qui permettra de diversifier les sources de financement et de restructurer la société. Une mission qui demeure stratégique pour le développement des infrastructures routières au Togo.

Agbé



**Corruption, arnaque ou
mauvaise conduite ?**

**Ne vous taisez plus.
DENONCEZ-LES !**



Appelez gratuitement



8280



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg